

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## ARRETES DU MAIRE - Services techniques

OCTOBRE 2017

ARST_2017_138	REFECTION_CHAUSSEE_VOIES_COMMUNAUTAIRES_ DESERTOT_EIFFAGE_ROUGEOT_DU 06.10.17 AU 20.10.17	1-2
ARST_2017_139	TRAVAUX_GAZ_102B_AVENUE_CARRAZ_SNCTP_DU 06.10.17 AU 17.10.17	3-4
ARST_2017_140	TRAVAUX_BCHT_GAZ_AV_CARRAZ_SNCTP_DU 12.10.17 AU 20.10.12	5-6
ARST_2017_141	TRAVAUX_TELECOM_29_BD_BAZIN_LHTP_DU 16.10.17 AU 16.11.17	7-8
ARST_2017_142	DEMENAGEMENT_6_RUE_LAMARTINE_19.10.17	9-10
ARST_2017_143	TRAVAUX_PLANTATION_ARBRES_ROSSI_DU 30.10.17 AU 21.11.17	11-12
ARST_2017_144A	MISE_EN_DEMEURE_D_ENTRETIEN_DE_TERRAIN	13-18
ARST_2017_145	DEMENAGEMENT_34_RUE_ERNEST_RENAN_21.10.17	19-20
ARST_2017_146	TRAVAUX_GAZ_10_RUE_J_J_CORNU_SNCTP_DU 06.11.17 AU 17.11.17	21-22
ARST_2017_147	STATIONNEMENT_CAMIONS_TX_62_RUE_DE_ MARSANNAY_20.10.17	23-24
ARST_2017_148	TRAVAUX_RESEAUX_EAUX_BONADEI_23_RUE_DE_LA_ JUSTICE_DU 26.10.17 AU 27.11.17	25-26
ARST_2017_149	DEMENAGEMENT_BD_2_BRANLY_25.11.17	27-28
ARST_2017_150	CEREMONIE_DU_11_NOVEMBRE_STATION_ET_ CIRCULATION_11.11.17	29-30

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de réalisation de réfection de chaussée, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communautaires.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

Le groupement d'entreprises DESERTOT/EIFFAGE/ROUGEOT est autorisé à intervenir sur les voies communautaires suivantes : (travaux initiés par Dijon Métropole maître d'ouvrage).

- Boulevard Henri Bazin (secteur Nord),
- Impasse Henri Marc
- Rue Gay Lussac,
- Impasse Maxime Guillot,
- 24 rue Louis Curel,
- 1 rue des Ateliers.

#### Article 2 :

Ces interventions vont impliquer des itinéraires de déviation détaillés ci-après :

##### Boulevard Bazin (secteur Nord) :

- déviation par rue Louis Curel, rue Maxime Guillot, rue Alphonse Mairey et avenue Roland Carraz.

##### Rue Gay Lussac :

- déviation par l'avenue Roland Carraz (côté Ouest) et le boulevard Bernard Palissy (côté Est).

#### Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire jusqu'au 20 octobre 2017.

#### Article 4 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par le groupement d'entreprises DESERTOT/EIFFAGE/ROUGEOT sur les chantiers, pendant toute la durée du chantier.

#### Article 5 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme

conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

**Article 6 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par le groupement d'entreprises DESERTOT/EIFFAGE/ROUGEOT sous le contrôle de la Police Municipale, et des services techniques de Dijon Métropole.

**Article 7 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 8 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur Des entreprises DESERTOT (Mandataire ) EIFFAGE/ROUGEOT ,  
Police Municipale;  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 6 octobre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic BAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement gaz par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit du 1 rue des Frères Montgolfier.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au droit du 1 rue des Frères Montgolfier pour des travaux de branchement de gaz.

Un cheminement sécurisé pour piétons sera mis en place et le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 06 novembre au 17 novembre 2017 .

#### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

#### Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 6 octobre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD



## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement gaz par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit du 102b avenue Roland Carraz.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au droit du 102b avenue Roland Carraz pour des travaux de branchement de gaz.

Un cheminement sécurisé pour piétons sera mis en place et le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 12 octobre au 20 octobre 2017 .

#### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

#### Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 6 octobre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

LUDOVIC RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réparation de conduite télécommunication entre poteau et regard par l'entreprise LHTP il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 29 boulevard Henri Bazin.

## ARRÊTE

### Article 1 :

L'entreprise LHTP est autorisée à intervenir au droit du 29 boulevard Henri Bazin pour des travaux de de réparation de conduite de télécommunication entre poteau et regard.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée en alternat réglé par feux tricolores, avec maintien d'un cheminement pour piétons.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

### Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 16 octobre 2017 au 16 novembre 2017

### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise LHTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

### Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

### Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise LHTP sous le contrôle de la Police Municipale.

### Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise LHTP,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 6 octobre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement par l'entreprise D. FRANTZ au 6 rue Lamartine, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement, il convient de réserver 4 places de stationnement au droit du 6 rue Lamartine pour le stationnement du camion de déménagement.

#### **Article 2 :**

Cet arrêté est exécutoire le jeudi 19 octobre 2017.

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise D. FRANTZ,  
CTM,  
Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 10 octobre 2017



Pour le Maire  
L'Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de plantation d'arbres par l'entreprise ROSSI ESPACE VERT, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communautaires.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise ROSSI ESPACE VERT est autorisée à intervenir sur les voies communautaires suivantes :

- Impasse Prosper Gallois,
- rue des Gallandiers,
- rue des Ateliers,
- rue du 8 Mai.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

Cet arrêté est exécutoire du 30 octobre 2017 au 21 novembre 2017

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise ROSSI ESPACE VERT sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise ROSSI ESPACE VERT sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise ROSSI ESPACE VERT,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 16 octobre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD



**N° ARST\_2017\_144A****ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2213-25,  
Vu le règlement sanitaire départemental du 31 décembre 1980 modifié,  
Vu le constat établi par la police municipale en date du 7 septembre 2017,  
Considérant l'obligation de tout propriétaire d'entretenir son terrain,  
Considérant que le terrain considéré, sis 22 rue du 6 juillet à Chenôve est non bâti, situé en zone d'habitation, et non entretenu,  
Considérant que pour des motifs d'environnement, notamment ont été constatées la présence de ronces et de végétations denses, le Maire est amené à exercer ses pouvoirs de police,

**ARRÊTE****Article 1 :**

Messieurs ZIBETTI Marc et ZIBETTI Jean-Marie, demeurant au 30 rue des Champs à 21220 Chambolle-Musigny et propriétaires du terrain sis 22, rue du 6 juillet à Chenôve, sont mis en demeure de procéder à l'entretien de leur terrain sis 22 rue du 6 juillet à Chenôve, notamment par défrichage, dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 2 :**

A l'issue du délai imparti, en cas d'inexécution de ces mesures, il sera procédé d'office et aux frais de Messieurs ZIBETTI Marc et ZIBETTI Jean-Marie, aux prescriptions du présent arrêté.

**Article 3 :**

Le présent arrêté sera notifié à Messieurs ZIBETTI Marc et ZIBETTI Jean-Marie par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 4 :**

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

**Article 5 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Messieurs ZIBETTI Marc et ZIBETTI Jean-Marie
- Madame la Préfète de la Région Bourgogne Franche-Comté,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve,

- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la commune de Chenôve,
- Police municipale.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 07/12/2017

Qualité : Maire

DEPARTEMENT Côte d'or (21)

POLICE MUNICIPALE DE Chenôve

2 Place Pierre Meunier  
21300 CHENÔVE  
Tél. : 03 80 51 55 75  
fax :

Rapport N° 76/2017

**Lieu :** 22 Rue 6 Juillet - 21300 Chenôve (France)

**Affaire :** Monsieur ZIBETTI Marc et Jean Marc

**Objet :** Terrain laissé à l'abandon

**Natinf :**

/

#### Information sur les personnes

ZIBETTI Marc et Jean-Marie (Propriétaire)  
30 rue des champs  
21220 CHAMBOLLE ET MUSIGNY  
France  
Mineur

Envoyé en préfecture le 07/12/2017

Reçu en préfecture le 07/12/2017

Affiché le 07/12/2017

SLO

ID : 021-212101661-20171207-ARST\_2017\_144A-AR



## RAPPORT DE CONSTATATION

En l'an deux mille dix-sept, le six Septembre à quatorze heures et quarante-huit minutes,

--- Je soussigné(e), TEREFENKO OLIVIER Brigadier Chef Principal, ---  
--- Assisté(e) de , ---  
--- Agent(s) de police judiciaire adjoint, ---  
--- En résidence à la Police Municipale de Chenôve ---  
--- Dûment assermenté(e) et agréé(e) par M. le Procureur de la République et M. le Préfet ---  
--- Vu les articles 21/2°, 21-2 du Code de Procédure Pénale, ---  
--- Vu les articles L511-1 à L515-1 du Code de la Sécurité Intérieure, ---  
--- Revêtu(s) de notre tenue d'uniforme et muni(s) des insignes apparents de notre qualité, en exécution des ordres reçus, rapportons les opérations suivantes ---

### SAISINE

--le vendredi 1 septembre 2017, conformément aux directives de notre chef de service, nous nous transportons rue du six juillet afin d'effectuer des constatations sur l'entretien du terrain situé au 22 de la rue.

Madame BEL demeurant 20, rue du six juillet a contacté téléphoniquement les Services Techniques de la mairie. La requérante signale que le terrain, au 22 de la rue, laissé à l'abandon serait envahi par des ronces. Des rongeurs seraient aussi présents.

### CONSTATATIONS

--Sur place, nous constatons que le terrain est non bâti et non clôturé. Celui-ci n'est pas entretenu, il est entièrement recouvert d'une végétation dense. Celle-ci est principalement constituée de ronciers. La hauteur moyenne de la végétation est de 1 mètre environ sur toute la surface du terrain.

Remarquons qu'une partie du trottoir est recouverte de ronces.

Nos observations ne nous permettent pas de constater la présence de nuisibles.

--Des clichés photographiques sont réalisés.

### MENTIONS

-- La parcelle de terrain appartient à Monsieur ZIBETTI Marc et Jean-Marie demeurant au 30, rue des Champs 21220 Chambolle et Musigny.

--Deux rapports ont déjà été rédigés par notre service concernant cette parcelle en 2014 pour des constatations identiques.

--L'article L2213-25 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à monsieur le Maire de notifier par arrêté aux propriétaires d'un terrain non entretenu l'obligation d'exécuter les travaux de remise en état après mise en demeure.

## Destinataires :

Nb Copies	Destinataire
1	Le Service des Affaires Juridiques
1	Monsieur le Maire
1	Archives Police Municipale

Date de clôture : Le 07/09/2017

TEREFENKO OLIVIER, Brigadier Chef Principal,





# Planche photographique : Rapport 76/2017

Envoyé en préfecture le 07/12/2017

Reçu en préfecture le 07/12/2017

Affiché le 07/12/2017

**SLO**

ID : 021-212101661-20171207-ARST\_2017\_144A-AR



Photo n°1:



Photo n°2:



Photo n°3:





Photo n°4:

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Madame Aurore GOMEZ au 34 rue Ernest Renan, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de Madame GOMEZ, il convient de réserver deux places de stationnement sur le parking face à l'entrée du n° 34 rue Ernest Renan pour le stationnement du camion de déménagement.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire le samedi 21 octobre 2017.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale.  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Madame Aurélie GOMEZ,  
CTM,  
Police Municipale.  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 16 octobre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement gaz par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit du 10 rue Jean Jean Cornu.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au droit du 10 rue Jean Jean Cornu pour des travaux de branchement de gaz.

Un cheminement sécurisé pour piétons sera mis en place et le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 06 novembre au 17 novembre 2017 .

#### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

#### Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 19 octobre 2017



Pour le Maire  
L'Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD



## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de Monsieur GOUTSOUL au 62 rue de Marsannay, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

Monsieur GOUTSOUL est autorisé à stationner les camions nécessaires à la réalisation de ses travaux au droit de son domicile 62 rue de Marsannay, sur le trottoir avec empiètement sur la chaussée.

#### Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire les 23 et 24 octobre 2017.

#### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par Monsieur GOUTSOUL sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### Article 4 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par Monsieur GOUTSOUL, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### Article 5 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur GOUTSOUL,  
KEOLIS DIVIA,  
DIEZE,  
Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 20 octobre 2017



*Thierry Fabre*

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de raccordement aux réseaux d'eaux par l'entreprise BONADEI, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 23 rue de la Justice.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

L'entreprise BONADEI est autorisée à intervenir au droit du 23 rue de la Justice pour des travaux de raccordement aux réseaux d'eaux.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 26 octobre 2017 au 27 novembre 2017

#### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise BONADEI sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise BONADEI sous le contrôle de la Police Municipale.

#### Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise BONADEI,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 25 octobre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de M. SI BOUAZZA / EL JAMATI au 2 boulevard Edouard Branly (à l'arrière du bâtiment), il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

### ARRÊTE

#### Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de M. SI BOUAZZA / EL JAMATI, il convient de réserver deux places de stationnement à l'arrière du bâtiment du n° 2 boulevard Branly pour le stationnement d'un monte meuble.

#### Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le samedi 25 novembre 2017 de 14 heures à 18 heures.

#### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 7 :



Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur SI BOUAZZA / EL JAMATI,  
CTM,  
Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 octobre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la cérémonie commémorative de l'Armistice du 11 Novembre 1918, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

Le stationnement est interdit, sous peine d'enlèvement des véhicules, sur la place du Monument, de 9h00 à 12h00.

#### Article 2 :

La circulation est interdite pendant la durée de la cérémonie et du défilé à partir de 11h00 :

- rue du 11 Novembre 1918,
- rue Jules Blaizet,
- rue Charles Poisot,
- rue Jean Druet,
- rue Alfred Changenet,
- place du Monument,
- place Anne Laprévote,
- place Pierre Meunier.

#### Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire le samedi 11 novembre 2017.

#### Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### Article 5 :

La protection du circuit et la signalisation correspondante seront fournies et mises en place par les services techniques municipaux, selon la réglementation en vigueur.

**Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Police Municipale,  
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies),  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 27 octobre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD